

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE
E/CN.4/1155/Add.30
10 avril 1975
FRANCAIS
Original : ARABE

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

RAPPORTS PERIODIQUES SUR LES DROITS DE L'HOMME

Rapports sur les droits économiques, sociaux et culturels portant sur la période allant du 1er juillet 1969 au 30 juin 1973, qui ont été communiqués par les gouvernements en application de la résolution 1074 C (XXXIX) du Conseil économique et social

REPUBLIQUE ARABE SYRIENNE

Le préambule de la Constitution de la République arabe syrienne, qui a été promulguée par le décret n° 208 daté du 13 mars 1973, énonce les principes fondamentaux relatifs à la protection des droits de l'homme et de la dignité de la personne et il reflète l'évolution la plus récente de ces droits, auxquels un chapitre entier de la Constitution est consacré.

Le préambule de la Constitution, où sont énoncés les principes fondamentaux de l'Etat, proclame que la liberté est un droit sacré et la démocratie populaire la force exemplaire qui garantit au citoyen l'exercice de sa liberté et fait de lui un homme digne. La liberté de la Patrie n'est sauvegardée que par des citoyens libres.

En outre, la Constitution contient les dispositions suivantes :

Article 23 - L'Etat développe les talents et les facultés artistiques de tous les citoyens.

Article 25 -

1) La liberté est un droit sacré. L'Etat garantit la liberté individuelle des citoyens et protège leur dignité et leur sécurité.

2) La primauté de la loi est le principe fondamental de la société et de l'Etat.

3) Les citoyens sont égaux devant la loi en droits et en devoirs.

4) L'Etat garantit aux citoyens le principe de l'égalité des chances.

Article 26 - Tout citoyen a le droit de participer à la vie politique, économique sociale et culturelle. La loi réglemente ce droit.

Article 27 - Les citoyens exercent leurs droits et jouissent de leurs libertés conformément à la loi.

Article 28 -

1) Tout prévenu est présumé innocent jusqu'à ce que sa culpabilité soit établie par décision judiciaire définitive.

2) Nul ne peut faire l'objet d'une perquisition ou d'une arrestation que conformément à la loi.

3) Nul ne peut être torturé physiquement, moralement ou faire l'objet d'un traitement dégradant. La loi détermine les sanctions à infliger aux auteurs de tels actes.

4) Le droit d'ester en justice et d'user des voies de recours et de défense est protégé par la loi.

Article 29 - Il n'y a de délits et de peines que ceux qui sont prévus par la loi.

Article 30 - Les lois ne régissent les actes qu'à compter de la date de leur entrée en vigueur et ne peuvent avoir un effet rétroactif. Toutefois dans les questions non pénales, la loi peut en disposer autrement.

Article 31 - Le domicile est inviolable. L'entrée ou la perquisition en sont interdites sauf dans les cas prévus par la loi.

Article 32 - Le secret de la correspondance postale et des télécommunications est garanti conformément aux dispositions de la loi.

Article 33 -

1) Les citoyens ne peuvent être éloignés du territoire de la patrie.

2) Tout citoyen a le droit de circuler sur le territoire de l'Etat, sauf s'il en est empêché en vertu d'une décision judiciaire ou en exécution des lois sur l'hygiène et la sécurité publique.

Article 34 - Les réfugiés politiques ne peuvent être livrés en raison de leurs idéaux politiques ou pour leur défense de la liberté.

Article 35 -

1) La liberté de croyance est garantie et l'Etat respecte toutes les religions.

2) L'Etat garantit le libre exercice de toutes les formes de culte, sous réserve qu'il ne porte pas atteinte à l'ordre public.

Article 36 -

1) Le travail est un droit et un devoir pour tous les citoyens. L'Etat s'emploie à le leur procurer.

2) Tout citoyen a le droit de percevoir un salaire sur la base de la qualité et du rendement de son travail. L'Etat se porte garant de ce droit.

3) L'Etat fixe le nombre des heures de travail, garantit la sécurité sociale aux travailleurs, réglemente le droit au repos et à des congés, indemnités et allocations.

Article 37 - L'enseignement est un droit garanti par l'Etat. Il est gratuit à tous les niveaux et obligatoire dans le primaire. L'Etat agit en vue d'étendre l'obligation à d'autres cycles. Il contrôle l'enseignement et l'oriente de manière à le rattacher aux besoins de la société et de la production.

Article 39 - Les citoyens ont le droit de se réunir et de manifester paisiblement et en conformité avec les principes de la Constitution. La loi réglemente l'exercice de ce droit.

Article 44 -

1) La famille est le fondement de la société; elle est protégée par l'Etat.

2) L'Etat protège et encourage le mariage. Il s'emploie à éliminer les obstacles matériels et sociaux qui l'entravent; il protège la maternité et l'enfance, prend soin de la jeunesse et lui procure des conditions propices au développement de ses facultés.

Article 45 - L'Etat garantit à la femme toutes possibilités de contribuer d'une façon effective et entière à la vie politique, sociale, culturelle et économique. Il agit en vue d'éliminer les entraves à son évolution et à sa participation à l'édification de la société arabe socialiste.

Article 46 -

1) L'Etat vient en aide à tout citoyen et à sa famille dans les cas d'accident, de maladie, d'incapacité, d'orphelinage et de vieillesse.

2) L'Etat protège la santé des citoyens et leur procure des moyens de prévention, de médication et de traitement.

Article 47 - L'Etat assure les services culturels, sociaux et sanitaires. Il s'emploie particulièrement à les procurer à la population des villages afin de relever son niveau de vie.

Article 48 - Les secteurs populaires ont le droit de constituer des organisations syndicales, sociales ou professionnelles et des associations coopératives de production ou de services. La loi définit le cadre de ces organisations, leurs rapports mutuels et leurs sphères d'activités.

Article 49 - Les organisations populaires participent activement dans les divers secteurs et conseils prévus par la loi à la réalisation des objectifs ci-après :

1) L'édification de la société arabe socialiste et la protection de son régime.

2) La planification et la direction de l'économie socialiste.

3) L'amélioration des conditions du travail, de la prévention, de la santé, de la culture et de tous autres aspects de la vie individuelle.

4) La réalisation du progrès scientifique et technique et l'amélioration des modes de production.

5) Le contrôle populaire de l'appareil de l'Etat. Il convient également de mentionner les droits et libertés que le Code de procédure judiciaire reconnaît aux ressortissants et aux étrangers : le droit d'ester et de se défendre en justice, et le droit d'avoir recours à un avocat de son choix. Le Code pénal, enfin, prévoit la non-rétroactivité des lois pénales et l'application de la peine la plus légère en cas de conflit de lois dans le temps.